

## DES VOIX RÉCLAMENT SA MISE AU MUSÉE

## FLN, un patrimoine squatté ?

**Faut-il mettre le FLN au musée pour qu'il ne soit plus un instrument au service d'ambitions politiques ? Les Algériens, jaloux et fiers de leur lutte de libération nationale, posent aujourd'hui la question. De manière accrue, comme pour revivifier la sentence d'un de ses fondateurs, feu Mohamed Boudiaf qui, de retour au pays en 1992, asséna que le FLN devait être remis au musée.**

**Sofiane Aït Iflis - Alger (Le Soir)** - Rappelé alors par le devoir patriotique pour éviter que le pays ne dérive vers l'obscurantisme islamiste, feu Mohamed Boudiaf avait osé affirmer ce dont beaucoup d'Algériens devaient rêver : voir le FLN redevenir leur héritage commun.

Devenu à l'indépendance nationale parti unique, après avoir été un front rassembleur durant les années de lutte armée et politique contre le colonialisme français, le FLN a symbolisé, depuis, la révolution confisquée. Parti-Etat, il étouffa la moindre velléité d'émancipation démocratique, mit des verrous à toute expression libre et destina bien des voix discordantes à l'exil.

Il confisqua le rêve du mieux-être social promis par les rédacteurs de l'appel du 1<sup>er</sup> Novembre auquel il substitua la hogra. Instru-

ment de pouvoir, le FLN s'est détourné des idéaux du 1<sup>er</sup> Novembre. Dès lors qu'il rompit avec le serment des martyrs, il ne pouvait que nourrir le ressentiment populaire à son égard. Un ressentiment si exacerbé qu'il éructa de soulèvement populaire en 1988 et du Printemps amazigh huit années auparavant. En indiquant le lieu où devait se retrouver le FLN, le musée, en somme, feu Boudiaf n'agissait pas par un sentiment de revanche, lui qui s'est trouvé forcé à vivre et subir l'exil mais par un désir de restituer aux Algériens leur patrimoine spolié.

Ayant été lui-même membre fondateur du parti, feu Boudiaf ne pouvait être taxé d'ennemi de la révolution. Aussi l'idée qu'il formula ne lui a pas valu de quolibets, du moins pas ouvertement. Il faut dire aussi qu'à l'époque, le FLN avait cédé le passage à son fils adoptif,



■ De droite à gauche : Ben Bella, Boudiaf, Ait Ahmed, Lacheref et Khider, photographiés le 24 octobre 1956, après le détournement illégal, par l'armée française, de l'avion les transportant au Caire (cf. AFP).

peuple. Là, le FLN, auquel une telle idée insupportait, n'a pas eu peine à réagir.

Comme toujours, il se déclara victime de néocolonialistes revanchards. Ce qui ne dissuada pas, loin s'en faut, d'autres entreprises s'inscrivant dans le même registre.

Des parlementaires déposèrent, il y a peu, un projet de loi amendant la loi sur le chahid dans le sens d'ajouter le FLN comme patrimoine national.

Ce qui, s'il advenait, soustrairait le parti à la joute et à l'exploitation partisane. Là aussi, le parti de Belkhadem a entrepris de dénoncer une campagne instruite par les nostalgiques de l'Algérie française. Sans trop convaincre, cependant.

Car, le FLN, 57 ans après le déclenchement de la guerre de Libération, a dilapidé la forte symbolique de ce que devait être un patrimoine national.

S. A. I.

## MOUVEMENT DÉMOCRATIQUE

## ET SOCIAL :

## «Préparer les conditions du changement radical»

Le Mouvement démocratique et social a estimé, hier, qu'aucun des engagements inscrits dans l'appel du 1<sup>er</sup> Novembre n'a été respecté au lendemain de l'indépendance. «Le peuple algérien va célébrer le 1<sup>er</sup> Novembre 1954, alors que le pouvoir a tourné le dos aux idéaux de la lutte de libération nationale. Ni l'Algérie démocratique et sociale, ni la réappropriation d'une identité nationale qui reste mutilée, ni le respect de toutes les libertés fondamentales sans distinction de races et de confessions, ni la construction maghrébine n'auront été les fruits des sacrifices inouïs consentis par la société», souligne le MDS. «Il n'y a pourtant pas de fatalité à laquelle seraient condamnés les pays de la sphère de civilisation arabo-musulmane. Pas plus qu'ils n'étaient condamnés au colonialisme. Une conscience démocratique moderne, après une conscience nationale moderne, dont l'expérience sert même de modèle aux différents mouvements des indignés en Europe et aux Etat-Unis, a émergé à l'occasion du Printemps arabe.» Pour le MDS, l'année du cinquantième anniversaire de l'Indépendance doit être celle de l'instauration «de la deuxième République».

T. H.

## RASSEMBLEMENT POUR LA CULTURE

## ET LA DÉMOCRATIE :

## «L'Algérie de 2011, exact contraire de celle de 1954»

Le Rassemblement pour la culture et la démocratie a accusé, hier, dans un communiqué rendu public à l'occasion de la célébration du 57<sup>e</sup> anniversaire du déclenchement de la Révolution, le pouvoir algérien «d'être soumis aux injonctions des capitales étrangères» et de «surnager, sans cap ni boussole, au gré des ordres qu'il reçoit de l'étranger».

«Exemple de courage, de détermination et de lucidité en 1954, l'Algérie de 2011 en est l'exact contraire. L'échec de 2011 n'a d'égal que la ferveur de 1954. Manipulé, falsifié et confisqué, le sacrifice du peuple algérien, mis au service de l'injustice, des fraudes et

de la corruption, est ignoré par les nouvelles générations en perte de valeurs et de repères. Au regard des menaces qui pèsent aujourd'hui sur le devenir national, force est de constater que l'impasse de 1954 et celle de 2011 relèvent plus d'une différence de degrés que de nature. Les jeunes de Novembre ont assumé une rupture salutaire, ceux de 2011 se doivent de montrer la même résolution pour réhabiliter l'espoir et l'honneur d'un peuple trahi», note le Rassemblement pour la culture et la démocratie.

T. H.

## APRÈS DES DÉCENNIES DE RETARD

## Alger se dote d'un métro

**Abdelaziz Bouteflika a inauguré officiellement, hier, le «mythique» métro d'Alger, du moins un tronçon de ce mégaprojet et dont les travaux avaient été lancés en 1982 sous Chadli Bendjedid. 9,5 km de trajet effectif que les Algérois peuvent exploiter à partir d'aujourd'hui, mardi 1<sup>er</sup> novembre.**

**Kamel Amarni - Alger (Le Soir)** - Dans un premier temps, le métro d'Alger reliera le quartier Hay El Badr (les Fusillés) à la Grande-Poste, au cœur de la capitale. Son exploitation, confiée à l'entreprise française RATP, obéira aux normes européennes. Ses capacités sont impressionnantes : 20 000 voyageurs par heure, et il sera opérationnel 7 jours sur 7, de 5h à 23h.

Progressivement, d'autres tronçons de ce même métro, en cours de réalisation, seront livrés pour atteindre 40 km à l'horizon 2020. Avec des jonctions nombreuses avec des stations de tramway, ce nouveau moyen de transport permettra, à terme, d'absorber la très forte pression de la circulation automobile qui étouffe la capitale. Un joyau technologique sans conteste mais que fut difficile l'ac-

couchement ! Des décennies de retard, des désagréments occasionnés à de nombreux quartiers d'Alger, des sommes colossales investies et, pour couronner le tout, un gigantesque scandale de corruption. Juste après l'éclatement du scandale Sonatrach en décembre 2009, les services du DRS mirent au jour une autre affaire de corruption impliquant cette fois, en février 2010, l'ancien DG du métro d'Alger.

Avant les deux, c'était l'auto-route Est-Ouest qui scandalisait les Algériens par ces grosses affaires de corruption à répétition, ternissant ostensiblement le deuxième et le début du troisième mandat de Abdelaziz Bouteflika.

L'homme en sera tellement dépité qu'il «disparaîtra» pendant plusieurs mois, ne réapparaissant qu'en deux occasions : la première

pour recevoir Zidane et la seconde pour opérer un profond remaniement gouvernemental, fin mai 2010. Bouteflika, qui avait relancé le projet du métro d'Alger dès son accession au pouvoir en 1999, axera la campagne pour sa réélection en 2004 sur ces mégaprojets, comme le million de logements, l'autoroute Est-Ouest, l'aéroport d'Alger et le métro promis pour fin 2007.

Sa colère était telle, d'ailleurs, qu'il avait sommé son ministre des Transports, Amar Tou, en des termes crus, lors des auditions ramadanesques en août dernier.

«Débrouillez-vous, mais moi je veux inaugurer ce métro le 1<sup>er</sup> novembre prochain» ! Lors d'une visite sur chantier en 2003, et au responsable du projet de l'époque qui s'élanca dans des explications savantes et hautement techniques, Bouteflika répliquera sans ménagement : «Arrêtez ! Arrêtez ! Arrêtez ! Ce métro, on le fait ou on ne le fait pas ? Si on ne le fait pas, vous me le dites et je ferme boutique ! Je n'ai pas que ça à faire, moi !»



C'est d'ailleurs à partir de ce jour-là que les travaux ont été réellement relancés. C'est dire aussi que ce projet était quasiment une obsession pour Bouteflika. Un peu pour se venger de l'ère Chadli, un peu pour laisser son nom dans l'Histoire, aussi. Il était par ailleurs

vital pour lui de s'offrir une tournée dans la capitale, avec «des bains de foule» et des inaugurations au moment où ses homologues dans quasiment tous les pays arabes sont, qui emportés, qui confrontés à de terrifiantes fins de règne...

K. A.